

# INFORMATIONS CORRESPONDANCE OUVRIÈRES

Bulletin N° 84

NOVEMBRE 1960

publié par le REGROUPEMENT INTER-ENTREPRISE.

## S O M M A I R E

Deux événements	:	Le contrôle des naissances
Renault licence	:	Quelques livres
Les travailleurs en France	:	Correspondance.
Grande-Bretagne	:	

.....

" " " " " "

" Les camarades du regroupement inter-entreprise " "

" et les lecteurs du bulletin, sont fraternel- " "

" lement invités à la " "

" " " " " "

" R É U N I O N P U B L I Q U E " "

" qui se tiendra à 20h30 - Vendredi 9 décembre 1960 " "

" Salle L A N C R Y - 10 Rue de Lancry " "

" (Métro République ou Strasbourg St Denis) " "

" ( la salle de réunion sera affichée au tableau ) " "

" " " " " "

.....

Ordre du jour: Possibilités du mouvement ouvrier  
en France.

DEUX EVENEMENTS/

A la Mutualité...

On peut se demander ce qu'aurait été la manifestation du 27 Octobre si les syndicats et notamment la C.G.T. n'avaient pas opéré par de savantes manoeuvres et parfois par une contre propagande, la démobilisation et la dispersion des travailleurs dans la lutte contre la guerre d'Algérie.

Mais on peut se demander aussi pourquoi la participation des travailleurs s'est trouvée limitée à une avant-garde, à celle qui précisément se tient informée des événements. Il y a deux réponses possibles:

- d'une part, manque d'informations précises ( le 26 des travailleurs croyaient que la manifestation avait encore lieu à la Bastille) (Nous avons rencontré à la Mutualité un ouvrier d'une usine du 13è qui, croyant que la CGT était d'accord pour venir à la manifestation avait débrayé avec 200 de ses camarades, pour y participer effectivement).
- d'autre part, une présomption favorable pour le syndicat et pour les explications données, même si leur sens critique leur faisait dire que c'était "inexplicable" et "dégoullasse"

Chacun de nous pourtant garde le sentiment que si "quelque chose avait été fait" les travailleurs de la région parisienne auraient participé massivement. Dans un certain nombre d'entreprises, les sections syndicales CGT ont envoyé des motions de protestation au syndicat, ce qui leur a valu entre autres explications celle que "les masses n'auraient pas été contenues". Et bon nombre de ceux qui ont cru plus ou moins les explications des syndicats, cherchaient des raisons politiques ou tactiques secrètes pour protéger en eux l'image d'un syndicat dont ils ne veulent pas admettre l'intégration et la soumission, au régime actuel.

Chez Renault on peut se demander ce qu'aurait été la lutte contre les licenciements si les syndicats et notamment la CGT n'avaient pas neutralisé toute réaction des travailleurs mais avaient effectué ce travail d'information, d'organisation de coordination des luttes que beaucoup attendent encore d'eux.

Les ouvriers de chez Renault qui ont participé aux manifestations-promenades et qui ont été témoins des "incidents" devant la Direction de Paris ou du Mans, s'interrogent certainement beaucoup moins pour trouver des explications sur l'attitude des syndicats.

Mais que savent les travailleurs des autres entreprises et que connaissent-ils d'autre que la version des communiqués de la CGT, une version où tout ce qui n'est pas l'inaction de commande de la CGT est traité de provocation et de manoeuvres patronales.

Mais là aussi on peut s'interroger. Pourquoi les ouvriers de la RNUR se sont-ils laissés posséder si facilement par les syndicats, pourquoi rien n'a été fait en dehors du cadre syndical avant la notification des licenciements, alors que la solida-

rité des travailleurs pouvait jouer à plein. Il est facile de dire : " c'est la faute aux syndicats " N'y-é-t-il pas surtout dans la situation des travailleurs une réponse à la question : Pourquoi les ouvriers de chez Renault n'ont pas bougé?

Vus à travers ces deux événements, les syndicats paraissent donc garder une forte emprise sur les travailleurs, puisqu'ils réussissent à imposer, dans des buts de tactique politique, une attitude contraire à celle que ces travailleurs auraient normalement adoptée.

Mais on ne peut que constater en même temps, quand on vit dans une entreprise, une démystification profonde, une modification radicale des rapports entre les travailleurs et "leurs" organisations.

La contradiction qui résulte de ces deux constatations, on peut l'expliquer:

- ou bien par la conscience non exprimée mais réelle du pouvoir que les syndicats possèdent dans l'entreprise et dans la société capitaliste
- ou bien par la croyance que le syndicat peut encore jouer le rôle que les travailleurs en attendent, et qu'il suffit d'en charger les têtes,
- ou bien par un refus d'actions autres que des actions revendicatives très limitées, touchant les conditions immédiates de travail, là où on peut penser ne pas être "possédés" par les organisations .

#### Et l'avant-garde?

Il n'appartient pas aux étudiants de l'UNEF de remplacer les syndicats pour lancer un appel à la classe ouvrière. Mais par contre, les petits groupes qui continuent à se réclamer du "bon syndicat", comme le MSUD, les syndicalistes révolutionnaires, tous ceux là qui sont souvent encore dans les syndicats, avaient là une bonne occasion de mettre en pratique leurs idées en se "mobilisant" pour que la manifestation de la Mutualité soit aussi une démonstration ouvrière. - par exemple, simplement en diffusant largement l'appel de l'UNEF. Ce n'était même pas un mot d'ordre: une information sur la date et le lieu d'une manifestation contre la guerre.

De même l'attitude de la CGT chez Renault, devrait être connue partout, dans l'usine elle-même et dans toutes les entreprises.

Les tâches les plus simples et les plus essentielles, face aux mensonges des patrons et des syndicats n'étaient pas de donner des mots d'ordre, mais d'informer et d'expliquer: même ces tâches simples, personne ne les a entreprises.

Il n'est justement pas question de "reprocher" à la plupart des petits groupes d'avant-garde ce qu'ils auraient pu faire, c'est-à-dire de penser qu'ils "devraient faire quelque chose" en ce sens, et que les travailleurs attendent quelque chose d'eux. La plupart de ces groupes pensent à d'autres tâches, ils pensent à organiser, à conduire les travailleurs, à donner des consignes, ils discutent de mots d'ordre

de buts, de moyens, de méthodes - exactement comme les syndicats et les partis dans lesquels ils cherchent à entrer, ou qu'ils cherchent à reconstituer.

Ce comportement des syndicats qui apparaît dans les deux événements importants ci-dessus, les travailleurs le trouvent en général partout devant eux. Une évolution profonde s'accomplit en silence dans le mouvement ouvrier; cette évolution, elle touche autant les travailleurs que les militants d'entreprise, appartenant souvent à un syndicat. Dans cette transformation, les formes de lutte (régénérer le syndicat, faire des comités d'action) que les groupes d'avant-garde s'obstinent à proposer aux travailleurs, ces mêmes travailleurs n'y ont pas recours. Ces nouvelles formes de lutte et d'organisation, émanation des travailleurs eux-mêmes, n'apparaîtront que peu à peu au milieu des contradictions, entre le poids des organisations et les tendances autonomes du mouvement ouvrier.

C'est dans ce sens que nous comprenons notre travail: là où nous sommes, aider les travailleurs à dégager le sens de leur lutte et à lui conserver son caractère original, auprès de tous les travailleurs faire connaître les expériences de chacun. A notre modeste échelle. Mais nous souhaitons qu'à travers ces dernières expériences les "militants" comprennent l'importance d'une mise en commun de nos forces pour ce travail d'informations et de liaisons, que nous ne pouvons assurer seuls, et qui apparaît plus que jamais nécessaire.

#### RENAULT LICENCIE / (documents)

Les trois articles suivants sont extraits de Tribune Ouvrière (journal publié par un groupe d'ouvriers de la Régie Renault) Novembre 1960- N° 70 - ils contiennent la description de ce qui s'est réellement passé à Boulogne et au Mans.

#### " Les quatre grèves "

" La Direction a pris la décision de licencier 3000 d'entre nous. Quelques jours après l'annonce officielle, nous recevons à l'usine chacun une note de la direction nous informant de la situation actuelle, et où il nous est expliqué que dans l'intérêt de tous, il est préférable de licencier plutôt que de réduire les heures.

" Le 19 Octobre, les organisations syndicales CGT, CFDT, FO dans un tract commun, où il est question d'unité, nous appellent à un débrayage de deux heures: de 14 à 16h. De nombreux camarades C.S. se font tirer l'oreille. Ils sont payés pour savoir que dans une telle circonstance, ils fourniront le plus gros pourcentage de licenciés. Nous nous retrouvons une dizaine de milliers au carrefour Zola- et après communication de quelques télégrammes lus au micro, télégrammes d'encouragement, c'est le défilé jusqu'à la Mairie de Boulogne où a lieu le meeting sous le regard indifférent des flics du commissariat tout proche. Mais il semble que le moral n'y soit guère, tant nous semble évidente la puérité d'une telle action. Et c'est le retour à l'usine, ni triste ni satisfait; nous avons fait aujourd'hui notre part de travail dans la lutte.

"Six jours plus tard, le 25, un autre tract commun des trois syndicats: CGT, FO CFTC, nous appelle à un nouveau débrayage de 2 heures, le rassemblement est fixé au carrefour Zola-Rampe de l'île Séguin. Mais cette fois, dans plusieurs secteurs de l'usine l'idée de manifester devant la direction est en train de faire son chemin. Les effectifs ont grossi (15.000) et chacun suppose les chances de réussite d'un tel rassemblement. Quelques ouvriers commencent à lancer le mot d'ordre de rassemblement devant la direction. A ce moment, la camionnette de la CGT avec micro et haut-parleur, suivie des porteurs de pancartes, se dirige vers la place de l'Eglise devant les bureaux d'embauche. Ceux qui crient: à la direction! sont mécontents. Il y a un peu de remous, mais tout le monde se rend au meeting. Puis c'est de nouveau le défilé jusqu'à la Mairie de Boulogne.

"Le 27 un nouveau débrayage d'une heure activement préparé ne regroupe qu'une petite minorité.

"La Toussaint est un mardi, et l'usine fait le pont le lundi 31. C'est le jour où a choisi la direction pour convoquer par lettre individuelle les licenciés à se présenter au bureau d'embauche. Les syndicats invitent les licenciés à se rendre à la Bourse du Travail. Très peu d'ouvriers se présentent au Bureau d'embauche. Le mercredi, le travail reprend et la plupart des licenciés se rendent à l'usine, et de ce fait, sont connus des autres travailleurs. Si la sélection a touché des éléments dont la direction voulait se débarrasser, elle a voulu aussi préciser sa menace en général et des travailleurs ayant 25 ans et plus de présence à l'usine, ou des situations matérielles particulièrement dures, sont parmi les licenciés.

"Le jeudi 3 Novembre un mot d'ordre de débrayage de 2h, de 16 à 18h est lancé. Le rassemblement a lieu au carrefour Zola-Rampe de l'île Séguin. Les effectifs ont considérablement diminué, sans doute aussi des camarades sont-ils rentrés directement chez eux. La direction a fait fermer les portes qui conduisent à ses bureaux. La pluie se met à tomber dru, et il faut se mettre à l'abri. En majorité, on se réfugie à l'intérieur de l'usine, et dans cet atelier quelques types sont au travail, ce qui énerve particulièrement les licenciés qui sont là. Quelques bousculades et c'est de nouveau les cris de: A la direction! Des syndicalistes CGT et des porteurs de banderoles font leur possible pour contenir les gars qui s'énervent de plus en plus, et l'on entend des répliques comme: "on en a marre de vos messes", "assez de processions dans Boulogne", "à la direction". Tout à coup une des grandes portes est ouverte par les manifestants, le passage est libre.

"Pendant ce temps, la pluie a cessé, et le meeting a repris; il est décidé d'envoyer une délégation à la direction, mais cette dernière refuse de la recevoir. Les responsables syndicaux informent les travailleurs de cet état de fait, la décision de la direction est des plus mal reçue, et à ce moment les premières pierres étoient les carreaux. Les délégués CGT essaient de calmer les travailleurs en se mêlant à tous les groupes. Ils leur demandent de ne pas "commettre l'irréparable". Ils prétendent que de telles actions servent la direction qui veut lock-outer. Les ouvriers ne participent pas au saccage des bureaux, seuls des licenciés énervés au maximum par toutes ces soi-disant actions et ces ballades en ville, sentant bien que dans leurs ateliers rien n'est vraiment organisé pour lutter contre les licenciements.

"Le vendredi, la CGT tentera dans un tract de faire reporter le poids des incidents sur les autres, la CFTC notamment. Les licenciés vont au bureau d'embauche, individuellement, et encore une fois, la lutte a été morcelée et tout le monde s'est usé en des débrayages symboliques."



"Grèves de la RNUR au Mans:"

"Le mercredi 19 Octobre, à l'appel des organisations syndicales CGT et CFTC, les ouvriers de la régie Renault au Mans, se mettaient en grève. 90% des travailleurs formaient un long cortège qui se dirigea vers les grilles de la Préfecture. L'atmosphère était assez agitée et les grilles furent secouées et légèrement ébranlées. Vers 14h30, une délégation de responsables syndicaux fut reçue par le Préfet. Elle rapporta comme résultat le principe d'une réunion pour le lendemain, entre syndicats, Préfet, Inspection du Travail et Direction de l'usine. L'accueil de ce maigre résultat ne fut pas chaleureux. Il y eut des cris : " pas demain, tout de suite, demain ce sera trop tard ". " nous attendrons ici "; les délégués eurent du mal à se faire entendre, non pas parce que les ouvriers leur étaient hostiles, mais parce qu'ils étaient déçus. Les délégués demandèrent la dislocation et la reprise du travail pour 16h. Au dernier moment des groupes se formèrent et un mot d'ordre fut lancé : " à la direction !". La plupart de ceux de l'équipe du matin rentrèrent chez eux, et lorsque les autres arrivèrent à l'usine ils n'étaient plus que 1500 avec l'intention de manifester. Mais les délégués étaient là, sur les marches d'accès au bâtiment, pour leur annoncer que NOEL, le directeur, n'était pas là, et qu'ils devaient reprendre le travail. Le lendemain, le "Maine Libre" UNR, félicita les responsables syndicaux pour la bonne tenue de leurs troupes.

" Le mardi 25 Octobre, même cérémonie: défilé avec 95% des ouvriers, délégués en tête, et réception de ces délégués par le Préfet; mais un service d'ordre de 1000 gardes mobiles, gendarmes et CRS, isolait la Préfecture dont les grilles avaient été réparées entre temps. Les travailleurs ont ressenti ce déploiement de casques, boucliers matraques et fusils, comme une provocation et ils n'en étaient que plus nerveux. Quand les délégués reviennent, annonçant qu'un télégramme de Paris accorde un sursis aux licenciements, les travailleurs flairèrent la manœuvre et beaucoup manifestent leur mécontentement par des cris : " il faut rester là, c'est maintenant qu'il faut agir". Mais les délégués proposent la reprise du travail, pour ne pas perdre la prime.

" Il semble qu'à ce moment, et les discussions des travailleurs le prouvent, la déception soit vive. Ils avaient fait tout ce que leur syndicat avait demandé; malgré cela leur échec et la manœuvre de la direction leur apparaissaient évidents. Ils étaient venus avec l'idée de faire reculer la Direction, certains pensaient même faire peut-être supprimer les licenciements, or ils s'apercevaient que leur mouvement était insuffisant et on a pu entendre des remarques comme celles-ci: " si on veut obtenir quelque chose d'important, c'est au moins huit jours qu'il faudrait s'arrêter ", "il n'y a qu'à rester devant la Préfecture si ça peut faire quelque chose, tant pis pour la prime ". Ce fut donc la dislocation, après quelques jets de boulons sur les flics devant la Préfecture.

" Le mot d'ordre " A la direction" est à nouveau lancé par les plus combattifs qui se rendent à la direction. Le bureau de NOEL est pris d'assaut, et 150 à 200 gars sont là pour lui demander de téléphoner à Paris, devant eux. NOEL refuse de traiter sous la menace alors que 1500 ouvriers à l'extérieur soutiennent ceux qui ont occupé les bureaux. Quelques propos assez vifs sont échangés entre les ouvriers et leur direction: " pourquoi avez-vous embauché l'an dernier ?", "pourquoi vous êtes-vous lancé sans une sérieuse étude du marché international ?" NOEL donne quelques explications mais rapidement prend la position suivante: " Je veux bien téléphoner à Paris en présence de vos délégués, mais les autres doivent sortir". Les délégués appuient cette proposition, et peu à peu les travailleurs sortent des bureaux. Dehors aussi les ouvriers s'en vont. A 20h30, tout était terminé et la direction décidait le lock-out.

"Détail pittoresque, pendant ce temps, dans une réunion, un dirigeant du PCF commentant les événements disait : " Nous (le parti) leur avons donné l'ordre (aux ouvriers) d'attaquer la direction."

"Le lendemain, les ouvriers se présentent devant les grilles fermées de l'usine. Les délégués sont là pour leur développer les mêmes arguments que la veille et leur proposer un meeting à 14h à la Maison Sociale. Six à sept mille travailleurs y assistent et écoutent sagement pendant deux heures les discours des délégués.

"Le jeudi, l'usine rouvre ses portes, mais il est à peu près sûr que cette décision fut obtenue par le Préfet, qui craignait que le lendemain, 27 octobre, les ouvriers lock-outés, se joignent à la manifestation de la FEN, pour la Paix en Algérie.

" Les ouvriers sont rentrés avec le sentiment que les licenciements n'étaient que retardés, et que la direction après l'apaisement, essaierait de renouveler sa tentative. Certains travailleurs ont alors compris la nécessité de bien définir les objectifs précis préalable ment à tout mouvement de façon à mettre les gars devant leurs responsabilités réelles, car les moyens de lutte à mettre en oeuvre sont fonction de ces objectifs. On peut débrayer deux heures pour protester contre les licenciements, c'est insuffisant pour les supprimer. "

Quelques communiqués:

- déclaration signée par les délégués CGT et CFTC du Mans le 26/10/60, à l'issue d'une réunion avec la Direction des usines du Mans, réunion organisée par le Préfet de la Sarthe:

" la lutte que nous menons, et qui va continuer contre les licenciements doit, pour aboutir, être menée dans l'unité complète des travailleurs.

Ce sont donc des formes de lutte nouvelles qu'il faut déterminer, susceptibles d'être approuvées par tous, et non pas celles qui, comme hier, risquent de diviser et de servir de prétexte à discréditer l'action des travailleurs.

Nous vous invitons donc à reprendre le travail dans le calme et de ne répondre aux mots d'ordre que de vos syndicats "

- communiqué du syndicat CGT Renault (Billancourt) (Humanité du 4/II/60)

" ...c'est dans ces conditions que quelques dizaines d'hommes se sont livrés, malgré les efforts des seuls militants CGT, alors que les trois syndicats étaient partie prenante, à des actes que le syndicat CGT condamne formellement, et sans réserve. Le syndicat CGT tient à souligner que des hommes bien connus des travailleurs pour leur activité passée à la tête d'une organisation syndicale... excitaient les quelques individus qui se sont livrés à des actes de vandalisme. "

Conséquences des formes "de lutte nouvelles" de la CGT:

3000 licenciements à Boulogne - 210 au Mans.

Les conséquences d'un mouchardage:

" A la suite du débrayage contre les licenciements du 3 Novembre où quelques carreaux ont été cassés, la direction affiche le lendemain l'avis 2140 où elle menace le personnel de représailles, et dit avoir posé plainte devant les tribunaux.

" A la suite de quoi, le samedi 5 novembre, à 14h à la prise du travail de l'équipe du soir, trois ouvriers non licenciés sont arrêtés dans un café proche de l'usine. La police après un interrogatoire sommaire où bien sûr, elle leur a demandé de dénoncer ceux qu'ils auraient pu voir casser les vitres, les a relâchés. Pour eux, cela s'est soldé par la perte d'une journée de travail.

" Jeudi, Blanc et Humeau ont été convoqués à la direction devant les représentants syndicaux. Les membres de la CGT ont refusé de venir et pour cause. Blanc a été licencié pour avoir dit à un gardien: " que les ouvriers n'avaient pas assez cassé de matériel ". Humeau a une mise à pied illimitée, qui prendra effet au mois de janvier vu que son ancien mandat de délégué le protège encore six mois. Motif: " il s'est introduit dans la cour de la direction par une porte fracturée par les ouvriers".

L'explication du PC et de la CGT:

" Le licenciement de Blanc de l'UOA, la mise à pied illimitée de Humeau, secrétaire adjoint de la CFTC constituent une nouvelle manœuvre de la part de la Direction destinée à briser l'union et à empêcher le développement de l'action "

(tratt diffusé chez Renault, le 15/II/60).

Une réponse à la CGT:

(extrait d'une lettre ouverte des militants de Voix Ouvrière-9/II/60)

"... Tous les travailleurs ont durement ressenti la volonté manifeste de la direction de la CGT de ne pas engager sérieusement la lutte contre les licenciements, d'autant plus que cela venait après la dérobade du 27 Octobre.

" la CGT nous dit : les actes de vandalisme ne mènent à rien. Peut-être. Mais à quoi ont mené les actes de la CGT? Les travailleurs de Renault ont suivi les actions qu'elle a proposées, et cela n'a servi à rien. Alors? Pourquoi la CGT ne nous a-t-elle pas proposé de faire autre chose? d'aller plus loin? Que les camarades licenciés en soient venus à des actes de "vandalisme" la faute à qui? Sinon à ceux qui ne leur ont pas montré d'autre issue !

" La CGT compte un grand nombre de militants honnêtes et dévoués. Souvent par souci d'efficacité, ces militants suivent des directives impératives parce qu'ils pensent que les responsables, que les dirigeants sont plus informés ou plus compétents qu'eux. Or, dans cette affaire comme dans d'autres, quand on y réfléchit, les dirigeants en question n'ont-ils pas montré leur incapacité? Très souvent ils feignent les responsabilités sur les travailleurs "qui n'ont pas compris"...là, les travailleurs ont fait tout ce qu'on leur demandait de faire, et on ne peut pas penser que ce soit les dirigeants "informés qui n'ont pas compris.



## LES TRAVAILLEURS EN FRANCE

L'attente d'événements politiques, la lutte contre la guerre d'Algérie semblent reléguer au second plan les luttes de chaque jour. Les syndicats font l'impossible, plus que jamais pour que les luttes revendicatives, ou restent ignorées, ou restent cantonnées sur un plan local, et en aucun cas ne débouchent sur un mouvement général qui pourrait poser la question du pouvoir politique. L'exemple de Renault est assez significatif.

Pourtant les usines continuent de tourner et l'exploitation capitaliste ne cesse pas à cause des événements. Au contraire le capitalisme français continue à se rationaliser, les entreprises à se décentraliser. Les travailleurs continuent à affronter la productivité, la pression sur les salaires, les licenciements. Renault n'est qu'un exemple parmi d'autres, à l'échelle de Renault.

A cette mutation profonde du capitalisme, conséquence d'une évolution technique accélérée, correspond une transformation des rapports de production; l'attitude des syndicats dans toutes les luttes actuelles- revendicatives ou politiques- accélère cette prise de conscience des travailleurs, l'intégration des syndicats dans la société capitaliste moderne. Les luttes qui éclatent çà et là expriment presque toutes un conflit entre les travailleurs et les syndicats, alors même que ceux-ci paraissent superficiellement en garder le contrôle; une évolution paraît aussi se préciser en ce domaine. Ainsi cette action autonome des travailleurs se dégage peu à peu, dans de "petites luttes" bien que sur un plan général les grandes organisations paraissent "garder la situation en mains".

Ce n'est pas un hasard si les syndicats pensent présentement renforcer leur emprise en demandant au pouvoir politique des droits plus étendus. Parmi les revendications de la CGT sont apparues des propositions de renforcement des sections syndicales d'entreprise. La CGT rejoint sur ce plan la CFTC. En même temps la CGT propose pour le syndicat du bâtiment une structure centralisée, c'est-à-dire un contrôle étroit de la hiérarchie bureaucratique. La recherche d'un pouvoir légal montre que les syndicats perdent le pouvoir ou'ils tenaient de la confiance des travailleurs. En même temps dans certains secteurs ils essaient de regagner cette confiance en laissant un semblant d'autonomie à la base.

Les quelques échos que nous avons noté ci-dessus essaient d'exprimer cette transformation de la condition des travailleurs, de leurs luttes, et des organisations "ouvrières";

### La productivité dans la construction électrique:

La production a augmenté de 10% en un an, malgré un effectif ouvrier légèrement réduit. Le syndicat patronal de la construction électrique tient des statistiques précises des effectifs, des horaires, de la production, qui permettent de suivre d'une année à l'autre comment se modifie la structure des entreprises. Ainsi on apprend qu'en Juin 1960 par rapport à juin 1959 l'effectif a augmenté de 2,1%, la durée hebdomadaire du travail de 0.8%. Dans le même temps, les heures "ouvrières" n'ont augmenté que de 0.1%. Autrement dit les effectifs ouvriers ont en réalité diminué et la légère augmentation de l'effectif total provient de l'embauche de techniciens et de personnel de bureau. Dans le même temps, la production a augmenté de 11.7%. Ainsi la productivité a progressé d'environ 10% d'une année à l'autre; c'est là le résultat

d'une rationalisation et d'une mécanisation accrue qui apparaît notamment dans les statistiques par le fait que l'énergie électrique consommée par heure travaillée a augmenté, de 5.7% d'une année sur l'autre.

#### L'évolution technique dans la sidérurgie:

A chaque stade de la production sidérurgique, des transformations profondes sont mises en oeuvre. Aux aciéries de Pompey, par des injections de fuel dans les hauts fourneaux on augmente la productivité de 10%, sans recours à des investissements coûteux. En Lorraine, les poussières de minerai (fines) mélangées à du poussier de coke permettent sous forme d'agglomérés d'augmenter la production de 25 à 30% par rapport aux techniques antérieures. Un réseau de distribution d'oxygène permet d'alimenter directement les hauts fourneaux et d'éviter la coulée en lingots et le laminage. D'autres techniques sont au point et commencent à recevoir des applications: la coulée continue qui permet des gains de temps et la réduction de l'équipement; l'enrichissement du minerai par séparation magnétique; la réduction directe du minerai qui permet le passage direct du minerai à l'acier.

#### La fatigue destravailleurs:

soucie les directions d'entreprise. Dans le textile, certains travaux pénibles, minutieux, délicats entraînent une grande fatigue physique et nerveuse ... nuisible d'abord à la production. Et comme le dit l'Express (20/10/60) " la fatigue du travailleur est devenue à l'heure actuelle, un problème d'hygiène publique ". Et de Hollande ou de Norvège, on a importé la "gymnastique de pause", deux séances obligatoires de mouvements par jour. On ne peut qu'admirer par quel souci du bon rendement de la machine humaine les directions en viennent à "développer" à l'heure actuelle" les mêmes soucis humanitaires intéressés réservés jusqu'à présent aux machines. Comme dit un spécialiste de la médecine du travail: " toutes les solutions qui permettent d'alléger ou de prévenir cette fatigue doivent être prises en considération." Toutes ? On en connaît pourtant une toute simple.

#### Grève aux Etablissements Bessonneau à Angers:

34 jours de grève - on ne sait pas bien pourquoi. Les journeaux en ont à peine parlé. L'Usine Nouvelle (patronal) le 6 Octobre parle d'une grève du personnel du service entretien depuis le 26 septembre ( 160 Ouvriers) pour un aménagement d'horaire mais ajoute que l'origine du conflit réside dans une histoire de "récompense" à un atelier de trempe dont le rendement était considérablement accru ( la récompense était un poste transitor). L'humanité du 26 Octobre parle d'une manifestation de 5000 travailleurs à la Préfecture d'Angers, avec pour but d'apporter la solidarité effective aux travailleurs de chez Bessonneau ".

#### 42 jours de grève chez Christofle à St Denis ( métaux-précieux)

Le 6 septembre 17 licenciements à l'entretien alors que certains font 60 heures. Les ouvriers demandent la réintégration des licenciés et la réduction de l'horaire à 40 heures. 400 ouvriers sur 700 se mettent en grève. Les bureaux sont favorables mais ne débrayent pas. La Direction pense avoir les grévistes par la faim (elle fait fermer la cantine). Mais elle recule un peu, certains ouvriers sont repris, un

prend son compte, un autre sera prochainement à la retraite, un part au service militaire. Mais elle reste intraitable pour six ouvriers. Au bout de 48 jours, le travail est repris avec quelques satisfactions mineures (salaires) que nous connaissons mal. Comme le dit l'Humanité du 20 Octobre " la lutte revendicative se poursuit dans les ateliers." Mais ce qui n'est pas dit c'est la quasi inexistence de la solidarité (en dehors du plan local, les ouvriers se sont heurtés à la bureaucratie syndicale qui parlait de difficultés d'aller dans les entreprises de la métallurgie puisqu'ils étaient de l'orfèvrerie) l'inaction voulue dans laquelle furent laissés les éléments actifs de la grève qui pendant 48 jours attendaient tout " d'en haut" et ne prirent aucune initiative, la substitution d'une revendication de salaire à celle du réembauchage des licenciés.

#### Au Congrès de la Fédération nationale CGT du Bâtiment:

Les militants CGT ont été invités à créer dans chaque entreprise un syndicat unique groupant tous les travailleurs. C'est la fin des syndicats de métier. Il est évident que l'évolution des techniques de construction a modifié profondément les conditions de travail et que les luttes peuvent difficilement se mener dans une grande entreprise avec des syndicats de métiers. Pour la direction de la CGT, cette réforme permet évidemment de renforcer le pouvoir de la hiérarchie bureaucratique et de liquider les syndicats de métier dont certains échappaient encore au contrôle du parti. On peut très bien concevoir une structure démocratique et fédérée des syndicats d'entreprise (sections autonomes) au lieu des structures bureaucratiques actuelles. Il est d'ailleurs vraisemblable qu'on retrouvera dans les sections d'entreprises le vieil anarcho-syndicalisme qui restait toujours vivace dans les syndicats de métiers; les conflits que la direction de la CGT pense avoir ainsi résolus réapparaîtront sous d'autres formes.

#### Positions sur l'ALGERIE:

Kroutchtchev à New-York, aux délégués du FLN: " Les Etats-Unis étant la puissance la plus colonialiste, il fallait aider de Gaulle à se libérer de l'Amérique avant de libérer l'Algérie. Mais de Gaulle ayant raté toutes les occasions, on ne peut miser sur lui ". ( cité par l'Express ).

#### Positions sur l'ALLEMAGNE:

Il y a dans la presse du P.C. une telle débauche de nationalisme outrancier qu'on peut se demander ce qu'est devenu l'internationalisme prolétarien.

L'Humanité du 15 Novembre à propos du film " Le passage du Rhin" sort ce morceau de bravoure:

" Ensuite, nous sommes encore beaucoup à supporter difficilement l'idée des "bons" allemands à qui il ne fallait pas faire de peine. Un français prisonnier des nazis avait le devoir de s'évader par tous les moyens. Parce que cette guerre était justement une guerre pour la liberté, et que les bons allemands marchaient avec les mauvais."

GRANDE BRETAGNE/

Depuis des années les travailleurs anglais se battent réellement sur deux fronts . Pour avoir le droit de se mettre en grève contre les directions d'entreprise il leur faut d'abord l'accord du Syndicat.

Comme la plupart du temps le syndicat n'est pas d'accord, les grèves ne sont pas "autorisées"; on leur a donné le nom de "grèves sauvages". Ces grèves sauvages ont atteint ces dernières années une ampleur telle qu'on doit les considérer comme le signe d'une transformation profonde des rapports sociaux en GRANDE-BRETAGNE.

La dimension, le caractère, la durée même de ces grèves ont de quoi étonner un travailleur français. Nous avons cité des exemples à plusieurs reprises : ces mouvements touchent tous les secteurs d'activité.

Au début d'Octobre une grève de plus de 15 jours des vérificateurs de cargaison a immobilisé 150 navires dans le port de Londres, et privé de travail 20.000 dockers, ceci bien que les leaders syndicalistes, qui n'appuyaient pas le mouvement, soient intervenus à plusieurs reprises pour faire reprendre le travail.

Pendant plus de quatre semaines, une grève "non officielle" des marins anglais pour une augmentation de salaires. La plus caractéristique de cette lutte n'est pas tant que les patrons aient réussi à faire mettre en prison les responsables de la grève mais que les marins aient mis sur pied un "Comité de Réforme" qui menait la grève mais aussi voulait faire campagne pour la démocratisation du syndicat. Pour y parvenir ils parlent d'un Comité de Surveillance, élu par les gardés de la base, payé par eux et qui siègerait avec le Bureau du Syndicat pour veiller à ce qu'il défende les intérêts des travailleurs.

Il nous semble particulièrement important qu'il se dégage à travers ces luttes des formes d'organisation propres à la classe ouvrière. Il se tiendra en Janvier à Londres une Conférence des Shop Stewards (délégués d'entreprise) et des travailleurs de la base . (avis paru dans le journal The Socialiste Leader 1/10/60). Cette conférence est convoquée par un Comité de Liaison groupant des militants de gauche et des syndicalistes. La discussion ne peut manquer d'être intéressante . Nous y reviendrons.

Mais ces grèves sauvages, ces organismes de lutte provisoires ou permanents, ces tentatives de regroupement atteignent une ampleur suffisante pour que patronat et syndicats s'en inquiètent et essaient d'y trouver "remède" .

Nous ne pouvons faire mieux que citer en entier cet article paru dans le journal patronal " L'Usine Nouvelle".

" En vue de mettre fin aux grèves surprises qui perturbent fréquemment le climat social en Grande-Bretagne, des discussions s'engageront prochainement à Londres entre patronat et syndicats. Le Conseil Général du Trade Union Congress ( T.U.C. ) (syndicat) a en effet accepté l'invitation dans ce sens que lui avait fait parvenir la Confédération des Employeurs Britanniques (B.E.C.) association du patronat britannique pour les questions de main d'oeuvre.

Les deux parties s'efforceront de mettre au point des mesures propres à éviter ces conflits déclenchés le plus souvent pour les motifs les plus futiles (sic) et qui par leur soudaineté bouleversent les programmes de production. Bien souvent il s'agit de querelles inter-syndicales auxquelles l'employeur qui est pourtant pénalisé, n'a absolument rien à voir.

La plupart des conflits sont généralement déclenchés sans en référer aux syndicats et un renforcement de la discipline au sein du mouvement syndical est, de l'avis d'un grand nombre d'employeurs, une condition indispensable à sa solution. La T.U.C. a fait un premier pas dans cette voie lors de son dernier congrès en menaçant de sanctions pouvant aller jusqu'à l'expulsion des délégués syndicaux et autres syndiqués qui désobéiraient aux ordres de leurs dirigeants. Il est évident qu'une révision du mécanisme de consultation entre patronat et syndicats s'impose également".

(N.B.- des extraits importants d'un texte anglais sur la dernière grève des marins en Angleterre figurent dans le N° 21-Septembre 1960 de Pouvoir Ouvrier -Supplément de la Revue Socialisme ou Barbarie).

### LE CONTROLE DES NAISSANCES/

Il a fallu une émission à la télé pour que, dans beaucoup de boîtes, les camarades, ouvriers, employés, garçons ou filles se mettent à discuter à la cantine ou au travail et avec quelle passion, de tout ce qui touche au contrôle des naissances et à l'avortement.

Ce n'est pas souvent qu'on a l'occasion d'en parler aussi sérieusement. A part les conseils hypocrites du courrier du coeur, les calendriers perpétuels vanter dans les petites annonces pour appliquer "scientifiquement" la méthode Ogino (qui permet à coup sûr d'avoir des enfants), la presse n'en parle pas. Une série d'articles dans Libération en 1956 de J.Derogy (1) entraîne une polémique qui permet d'apprendre que le P.C.-comme les catholiques- n'est pas d'accord avec l'avortement.

Autour de soi, on ne peut que constater l'ignorance des choses les plus élémentaires. Une femme arrive plus facilement à savoir des adresses pour se "débrouiller -après- que des conseils sérieux - avant- Comme le dit une femme pharmacienne (2): "Quand les gens en sont à s'acheter la télévision, ils pourraient savoir comment faire pour avoir des enfants quand ils le veulent".

Dès que l'on aborde cette question des rapports sexuels, on sent qu'on touche une préoccupation de chaque femme, de chaque couple. On compte écrit Simone de Beauvoir (2) chaque année en France au moins 500.000 avortements; combien de grossesses non consenties et subies dans l'angoisse? combien d'enfants mal accueillis

(1) J.Derogy- Des enfants malgré nous (Editions de Minuit)

(2) Lagroua Weill-Hallé- La grand'peur d'aimer- (Julliard)



mal aimés, mal traités, de ménages minés par des charges excessives, de couples désunis par la crainte d'une nouvelle naissance? Combien de carrières féminines brisées d'amours perdues? Combien de femmes troturées par despeurs obsédantes, ou précipitées dans des dépressions et des névroses?

Il n'est peut-être pas de domaine dans la vie de l'individu où la nature se heurte aussi profondément aux contraintes sociales, contraintes de la loi, de l'Etat de la religion de la morale. Les positions face à l'avortement et au contrôle des naissances expriment souvent autre chose qu'un point de vue moral ou humain. C'est la surpopulation catastrophique du Japon qui a conduit ce pays à ouvrir des cliniques d'avortement et à faire une propagande anti-conceptionnelle. D'autre pays comme l'URSS ou la Chine, après avoir été pour le contrôle des naissances ont adopté des attitudes inverses.

Aux Etats-Unis et en Grande Bretagne le Birth Control est devenu une institution, mais l'avortement existe toujours, sévèrement réprimé. On comprend d'autant moins l'attitude officielle en France que ce contrôle des naissances s'accommode fort bien d'une propagande habile en faveur de la natalité : l'essor démographique des USA est là pour battre en brèche tout un système arriéré générateur de tant de drames et de misères, qui essaie de se justifier par la nécessité nationale de "faire des enfants". Et il y a ceux qui parlent au nom de la morale catholique, de la défense et de l'honneur du mariage chrétien, de la dignité personnelle des époux, et à grands renforts d'encyclicales ils s'opposent dans tous les cas, à la prescription des contraceptifs en usage dans les pays Anglo-Saxons.

D'un point de vue moral d'ailleurs, il apparaît beaucoup plus moral d'avoir des enfants "contrôlés" que de les laisser naître au hasard des instincts. Et la morale officielle pourrait fort bien s'en accommoder.

Ce petit livre "La grand'peur d'aimer, écrit par une femme médecin, n'essaie pas d'entamer une polémique stérile. De simples faits, de tous les jours avec "les rescapés de l'avortement" les femmes stériles qui ne les ont pas devenues et qui recommencent à se faire avorter, celles qui tremblent dès le moindre retard, les couples désunis car ils ont peur de faire l'amour, des femmes belles et saines, au départ, et méconnaissables après des grossesses trop nombreuses et trop rapprochées... Mais cela forme le plus pathétique, le plus humain, le plus violent et le plus réel des réquisitoires.

Peut-être même à cause de ses limites. Car l'auteur médecin ne craint pas de dire son impuissance devant "le même obstacle qui se dresse toujours au même endroit et qui ne recule que lentement..." Après avoir écrit que pour entendre le cri de détresse des femmes, il faut d'abord faire table rase de tous les préjugés sociaux et moraux qui conditionnent jusqu'aux meilleurs d'entre nous " elle évoque ceux qui médecins ou éducateurs " recherchent inlassablement les solutions et les compromis" dans le cadre d'une société qui permettrait la "maternité contrôlée". Et même ce but limité, elle ne peut que dire aux femmes " c'est votre affaire" parce que dans notre société, comme elle-même le note " il s'agit moins des effets malheureux d'une législation répressive ... que d'un tabou " qui obscurcit nonseulement l'esprit de la masse, mais aussi celui des cadres de la nation". Là est en fin de compte le vrai problème de l'avortement.

(A suivre)

NOTES DE LECTURE /

" J'ai lu le Déserteur (1) et le bouquin de Jeanson (2). Du second, pas grand'chose à dire. C'est un "bon français" de gauche qui s'explique. Le procès de ses amis a tenu la vedette, et tous les arguments de cette intellingentzia sentimentale et courageuse nous ont été abondamment distillés. En l'absence d'une position et d'une action prolétarienne et internationaliste, ces intellectuels agissent.... comme ils peuvent. Chapeau tout de même. Ils le méritent. Mais que cela est triste.

" Ce qui m'amène au Déserteur. C'est un bon petit livre. Si, quelqu'un devait conseiller à des jeunes comment se comporter en cas de départ pour l'Algérie, je crois bien qu'il n'aurait pas d'autre solution à leur proposer que la désertion. Tout cela à cause du total isolement des révolutionnaires et de la confusion entretenue par les staliniens, socialistes, réformistes, etc..

" En effet, à quoi bon y aller? Pour essayer d'entraîner les autres soldats à quoi? Fraternalisation, reddition, désertion plus collective?

" J'ai lu dans un bouquin sur l'Armée (3) que les contingents de maintenant sont plus "malléables", "que le temps des G.D.V. est passé". Cependant, d'après le Déserteur, le nombre de gars qui pensent, militants déjà éduqués ou en puissance, est proportionnellement le même qu'il y a 35 ans. 2 à 3% -

" Mais effectivement le climat général est modifié. Depuis 25 ans environ, depuis 1934 exactement, il n'y a plus eu aucune propagande révolutionnaire un tant soit peu importante. Ça se paye.

" LA REVOLUTION INCONNUE, de Voline. Je croyais que ce serait un gros morceau. En fait la moitié du livre traite de Cronstadt et de Makhnov. Or le petit livre d'Ida Mett (1938 ou 39) et le livre d'Archinov (1934) avaient déjà fait connaître ce qui était essentiel. Sur Cronstadt, bien avant le livre d'Ida Mett, anars et communistes de gauche avaient partiellement traité le sujet.

" Voline dit lui-même que du fait de la personnalité de Makhnov, et de l'impossibilité de créer quelque chose d'un tant soit peu durable en pareille situation, le mouvement prête à toutes les critiques. Je me souviens en avoir surtout retenu les méthodes bolchevistes, les mêmes que face à Cronstadt, les mêmes plus connues ensuite sous l'étiquette " staliniennes ". Or, à l'époque c'est Trotzky et Lénine qui tenaient le gouvernement.

Reste la première partie du livre. C'est surtout doctrinal, et Voline délaye. Il y a en réalité peu de faits permettant de se rendre bien compte de la dépossession rapide des prérogatives des soviets et des Comités d'usine par l'Etat bolcheviste. J'ai été déçu. A quelques détails près, Voline n'apporte rien à tous ceux qui ont cherché de bonne heure à comprendre l'évolution de la Russie entre 1917 et 1921.

- (1) Le Déserteur - Ed. de Minuit
- (2) Notre guerre - Francis Jeanson - Ed. de Minuit.
- (3) Ou en est l'Armée - Jean Planchais - Editions Corréa.

" Retenons que Voline affirme (en 1940 !) que si les ouvriers russes avaient pu faire une expérience syndicale avant 1917, tout ce serait passé différemment. Or, tout ce qu'il écrit confirme que les bolcheviks auraient tout aussi bien "conquis" les syndicats que les soviets.

" Outre qu'il n'y a pas de formes d'organisation panacée, il faut chercher d'autres raisons pour expliquer l'influence prépondérante des bolcheviks acquise en quelques mois. Ils étaient aussi très peu nombreux en 1917 et ils durent en Avril-Mai chambouler tout leur parti.

" Il reste que pour les copains jeunes le bouquin de Voline est évidemment des plus intéressants, car cette période de 1917-1921 est certes la moins connue. Les trotskystes par exemple se sont toujours bien gardés de faire remonter recherches et critiques avant 1923. "

---

CORRESPONDANCE /

Lettre au Comité de Liaison des syndicalistes révolutionnaires:

Le 24 Avril 1960 s'est tenue à Paris une réunion de militants se réclamant du syndicalisme révolutionnaire. Le Bulletin N° 3 (Juillet 1960) du Comité de Liaison donne un compte rendu de cette assemblée et des positions qui y ont été défendues. Nous avons adressé à ces camarades la lettre suivante :

" J'ai reçu le N° 3 du bulletin du Comité de Liaison des syndicalistes révolutionnaires (Juillet 1960).

" Tu ne dois pas ignorer qu'avec des camarades de différentes entreprises (regroupement inter-entreprises) nous publions régulièrement un bulletin mensuel "Informations et Correspondances ouvrières". Le noyau de ce regroupement est formé de camarades ayant participé autrefois au Comité des Métallos.

" Nous avons pour notre part bien conscience de la limite de nos moyens et pour cette raison, nous avons regretté de ne pas avoir été informé en son temps de la réunion de l'Assemblée du 24 Avril, ceci d'autant plus que nous avons eu des contacts dans le passé.

" Il est certain que les discussions que nous avons pu avoir au cours de ces contacts, ont pu créer une certaine prévention quant aux possibilités de collaboration. Il est aussi certain que les divergences d'opinion touchant simplement à la question syndicale, apparaissent à la lecture de nos bulletins respectifs.

" Nous avons remarqué cependant que certains sujets de discussions d'il y a deux ans étaient maintenant écartés; par exemple la participation au MSUD qui fit l'objet de controverses passionnées lors de la réunion à la Bourse du Travail en Juin 1958.

" A ce sujet nous pensons par souci de la vérité historique, compléter l'exposé du camarade de la sécurité sociale sur les expériences tentées depuis la libération

pour regrouper les militants ouvriers, syndicalistes révolutionnaires ou autres. Le Comité des métallos a fonctionné dès 1957 et regroupait des camarades ouvriers de la région parisienne, soit ayant une expérience autonome, (groupe MCRS, Tribune Ouvrière) soit appartenant à des groupes politiques (trotzkystes, Socialisme ou Barbarie). Parallèlement, d'autres regroupements étaient tentés, par exemple au sein du Comité de Liaison et d'Action pour la démocratie ouvrière (C.L.A.D.O.).

" Dans le courant de 1958 différents contacts permirent d'envisager une extension du comité des métallos en un comité inter-professionnel; la réunion de Juin 1958 à la Bourse du Travail groupait une centaine de militants, tant de Paris que de Province.

" Cette réunion fut un échec : elle opposa :

- d'une part les syndicalistes qui se réclamaient essentiellement du syndicalisme révolutionnaire et entendaient oeuvrer à l'intérieur du syndicat, et dont le cheval de bataille était l'entrée dans le CGUD.
- d'autre part, les "anti-syndicalistes" à la recherche d'une formule de regroupement et de liaison des militants d'entreprises, sans solution préfabriquée, et rejetant le dogme du "travail dans les syndicats".

" Aujourd'hui, les mêmes divergences subsistent et on ne peut que constater (et regretter) l'émiettement de l'avant-garde ouvrière. En réalité, par delà la question syndicale, se pose la question plus profonde de "direction de la classe ouvrière".

" Syndicalistes révolutionnaires ou partisans d'un parti ouvrier, vous voulez "redonner au mouvement syndical une impulsion qui le remette dans la ligne des traditions de luttes ouvrières", pour tenter de réaliser une unité, vous êtes amenés à poser des revendications et à proposer des formes d'action. Mais en même temps, vous revendiquez "le libre choix pour les salariés eux-mêmes de leurs revendications et de leurs méthodes d'actions. Il y a ici à notre avis une contradiction fondamentale. Si on revendique pour les travailleurs un libre choix de leurs revendications et de leurs méthodes d'actions - et nous sommes entièrement d'accord sur ce point - il ne faut pas postuler auparavant le travail dans les syndicats (même indépendants et démocratiques); il faut lutter avec les travailleurs dans les formes définies par eux, et pour ce qu'ils veulent, même si les formes d'actions et les revendications ne se dégagent pas nettement. C'est notre tâche de militants de comprendre, d'expliquer, et de tenter de dégager l'essentiel de l'ensemble des luttes. Si l'on se réfère à la situation présente du mouvement ouvrier, le moins que l'on puisse dire, si l'on exclut certaines situations particulières, c'est qu'actuellement les travailleurs ne sont pas dans les syndicats.

" Tu comprendras que pour nous il n'y a pas de forme d'action ou de regroupement déterminé à l'avance. Nous pensons qu'un regroupement peut se faire non sur la base du travail, dans ou hors d'un syndicat, pour ou contre la construction d'une organisation mais entre tous les travailleurs qui luttent d'une manière constante pour leur émancipation.

" Nous aussi nous parlons de libre choix des salariés, mais nous pensons que chacun, syndiqué ou non, est entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Si nous préconisons aussi certains types de revendications, nous ne les considérons nullement comme un programme, mais comme le dénominateur commun de ce

que cherchent tous les camarades avec lesquels nous sommes en contact, dans leurs entreprises respectives. Nous pensons que seuls le développement et l'évolution de la lutte de classe préciseront les revendications, les formes d'action et d'organisations des travailleurs.

" Il n'est pas dans notre intention de poursuivre une polémique, puisqu'en fin de compte nous pensons que ce sont les travailleurs qui décideront, mais nous continuons à croire qu'il y a la possibilité d'un travail commun, sans que chacun abandonne pour cela ses idées. Cette collaboration doit être possible au stade de l'information et des liaisons, pourvu que chacun reste de bonne foi et n'essaie pas, à travers un regroupement de travailleurs, de recruter pour une organisation politique; la présence dans votre Comité de liaisons de camarades de différentes tendances nous paraît constituer une preuve de la possibilité d'un travail en ce sens. "

Lettre d'un camarade hollandais qui nous adresse deux photos de journaux avec le commentaire suivant :

" Il s'agit d'une grève " non officielle ", dans une usine alimentaire qui compte 2.500 ouvriers. Sur la première photo, les permanents du syndicat sont "balayés" de l'estrade par les grévistes; sur la deuxième on les poursuit dans la rue en leur jetant une poubelle, symbole brillant. "

Lettre d'un camarade de province sur les rapports classe ouvrière et intellectuels.

" ... leur optique ( des intellectuels) les amène ( mais peut-être seulement en s'opposant aux conceptions trop restrictives de la lutte ouvrière) à mettre en relief les réactions des travailleurs en général contre les autres formes d'exploitation que celles de la production. Les contraintes d'une société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme s'exercent effectivement dans toutes les branches de l'activité humaine et intéressent tous les membres de la société. En ce qui concerne les travailleurs en dehors de la production, il y a par exemple la guerre, c'est-à-dire le service militaire, le casse-pipe, les impôts, etc... Il y a eu, et il y a toujours l'Eglise.

" Et dans la lutte contre l'armée, contre la guerre, contre l'Eglise, les ouvriers ont été la "force de frappe " même si les intellectuels pouvaient souvent apparaître comme les leaders. L'histoire du mouvement ouvrier en France ne manque pas d'exemples de batailles livrées contre les formes d'oppression s'exerçant en dehors de la production. Et au cours de ces batailles, comme de certaines luttes politiques l'action ouvrière ne se cantonne pas sur les lieux de la production.

"Autre idée : il peut se trouver des situations où, et c'est assez bien le cas en ce moment, la lutte contre la guerre prend, apparemment ou véritablement, le pas - ne serait-ce que parce qu'elles se conditionnent mutuellement - sur l'action revendicative. Et il serait inexact de croire que cela n'est pas ressenti profondément par les travailleurs. Il n'en reste pas moins que la force de frappe destravailleurs doit avant tout s'exercer sur les lieux de production; c'est là que le régime est le plus vulnérable, puisque c'est sa raison d'être. "